



21.028

**Erklärung des Nationalrates.
Umgehende Lockerungen
der Corona-Massnahmen****Déclaration du Conseil national.
Assouplissement immédiat des mesures
de protection
contre le nouveau coronavirus**

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.03.21

Antrag der Mehrheit

Gestützt auf Artikel 32 seines Geschäftsreglementes (GRN; SR 171.13) fordert der Nationalrat den Bundesrat dringlich auf, die Corona-Massnahmen folgendermassen zu lockern:

- Der Bundesrat soll umgehend eine Strategieberücksichtigung vornehmen: Intensiviertes Testen und Impfen, Impf-anreize. Dafür mehr Öffnungen und weniger Verbote.
- Die 5-Personen-Regel ist umgehend auch in Innenräumen aufzuheben.
- Die Gaststättenunternehmen wie auch Betriebe in den Bereichen Kultur, Unterhaltung, Freizeit und Sport sind ab dem 22. März 2021 offen zu halten. Die zur Bekämpfung der Pandemie notwendigen Schutzkonzepte, wie die Beschränkung der maximalen Besucherzahl, die maximale Platzzahl pro Tisch oder die Festlegung der Sperrstunden nach 22.00 Uhr, beschliesst der Bundesrat, soweit er die Zuständigkeit nicht an die Kantone delegiert.
- Die massvolle Nutzung der Terrassen für den "Take-away-Betrieb" ist den Kantonen umgehend zu ermöglichen.
- Es ist umgehend eine Öffnungsstrategie und Planungssicherheit für kulturelle und sportliche Grossanlässe zu schaffen.

Antrag der Minderheit

(Birrer-Heimo, Badran Jacqueline, Bendahan, Glättli, Grossen Jürg, Mettler, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula, Wermuth)

Ablehnung der Erklärung

Proposition de la majorité

En vertu de l'article 32 de son règlement (RCN; RS 171.13), le Conseil national invite instamment le Conseil fédéral à assouplir les mesures de protection contre le nouveau coronavirus comme suit:

- Le Conseil fédéral doit immédiatement opérer un changement de stratégie: intensification des tests et des vaccinations, incitations à la vaccination; plus d'ouvertures et moins d'interdictions.
- La règle des cinq personnes, y compris dans les locaux fermés, doit être levée immédiatement.
- Les entreprises de restauration ainsi que les établissements des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport doivent pouvoir rouvrir le 22 mars 2021. Le Conseil fédéral définit les plans de protection nécessaires afin de lutter contre la pandémie – limitation du nombre de visiteurs, limitation du nombre de places disponibles par table, fixation des heures de fermeture après 22 heures, etc. –, dans la mesure où il ne délègue pas cette compétence aux cantons.
- L'utilisation modérée des terrasses pour la consommation de mets à l'emporter doit immédiatement être permise aux cantons.
- Il convient d'élaborer immédiatement une stratégie de réouverture et d'apporter une certaine sécurité en matière de planification pour les manifestations culturelles et sportives de grande ampleur.

*Proposition de la minorité*

(Birrer-Heimo, Badran Jacqueline, Bendahan, Glättli, Grossen Jürg, Mettler, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula, Wermuth)

Rejeter la déclaration

Amaudruz Céline (V, GE), pour la commission: Lors de sa séance du 26 février 2021, la Commission de l'économie et des redevances a discuté, longuement et sans relâche, non seulement des mesures mais surtout des assouplissements souhaités. A plusieurs reprises, des propositions ont été faites, des motions ont été adoptées, des lettres ont été adressées au Conseil fédéral, sans pour autant que les requêtes exprimées aient été entendues.

C'est la raison pour laquelle la commission a décidé de procéder par voie de déclaration, et ce conformément à l'article 32 de son règlement. Le Conseil national va ainsi, aujourd'hui, inviter instamment le Conseil fédéral à assouplir les mesures de protection contre le coronavirus.

La majorité de la commission est consciente du fait que la situation sanitaire impose des décisions et autres mesures incommodes, mais nous devons nous livrer à une analyse politique. Cela nous contraint à prendre en compte d'autres facteurs que le "seul" aspect sanitaire. C'est l'ensemble de la stratégie de lutte contre la maladie que nous devons évaluer. Il est essentiel que les diverses obligations et restrictions s'insèrent dans un cadre général compréhensible afin d'emporter l'adhésion du plus grand nombre.

Force est de constater que l'hostilité à certaines mesures grandit, alors que seule leur acceptation peut nous conduire au succès. Dès lors qu'on ne comprend pas son but, toute mesure est considérée comme une chicane inutile, une contrariété vide de sens. Dès lors qu'on révèle des incohérences, dès lors que des lits aux soins intensifs sont disponibles en grand nombre, des mesures contre les libertés individuelles et la liberté économique sont tout simplement insupportables pour la population. L'incompréhension nous saisit, par exemple, lorsque l'on voit des colonnes de skieurs attendant les remontes-pentes, lorsque l'on voit des centaines de personnes entassées sur les quais, alors que l'ouverture des restaurants, des terrasses est interdite.

Le Conseil fédéral a certes consulté les cantons, mais il n'a tenu aucun compte des réponses reçues, s'entêtant à limiter sa réflexion aux seules recommandations de la task force Covid-19.

On pouvait se limiter à un tel horizon au début de la crise. Mais, sur la durée, cela n'est pas supportable. J' imagine volontiers que nous sommes nombreux dans cette assemblée à avoir été approchés par des particuliers et des organisations, qui tiennent à nous faire savoir à quel point la situation qu'ils traversent est dramatique, et elle l'est! Nous ne pouvons pas faire comme si nous n'avions rien vu, rien entendu, auquel cas nous faillirions à notre responsabilité.

C'est pourquoi la majorité de la commission vous propose d'adresser au Conseil fédéral les cinq recommandations que je vais énoncer.

Première mesure: changement de stratégie, intensification des tests et des vaccinations, incitation à la vaccination, plus d'ouvertures et moins d'interdictions.

Deuxième mesure: suppression immédiate de la règle des cinq personnes, y compris dans les locaux fermés.

AB 2021 N 75 / BO 2021 N 75

Troisième mesure: réouverture des entreprises de restauration, ainsi que des établissements actifs dans le domaine de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport dès le 22 mars 2021. Le Conseil fédéral est chargé d'établir des mesures de protection nécessaires s'il ne les délègue pas aux cantons.

Quatrième mesure: utilisation modérée des terrasses pour la consommation de mets à l'emporter immédiatement permise pour les cantons.

Cinquième mesure: élaboration immédiate d'une stratégie de réouverture apportant une certaine sécurité en matière de planification pour les manifestations culturelles et sportives de grande ampleur.

On ne compte plus les professionnels que les mesures ont ruinés, qui avaient investi l'essentiel de leurs biens dans leur entreprise. Les jeunes en formation, apprentis ou étudiants, peinent à acquérir les connaissances nécessaires à leur carrière. La vie associative agonise. De nombreux sportifs d'élite ou populaires sont privés d'entraînement ou de compétition, ce qui provoque une baisse de niveau. Les événements culturels – festivals de musique entre autres – ont disparu du paysage.

Tout cela ne saurait perdurer. Nous avons assez sacrifié sur l'autel du Covid-19. Il ne faut pas le laisser nous priver de la vie. Pour un futur mal défini et peut-être lointain, nous sommes en train de renoncer à notre présent. Placer le curseur au bon endroit entre nécessité sanitaire et nécessité sociale est un choix politique. En tant que parlementaires, c'est notre rôle d'en débattre et de faire des propositions.

La majorité de votre commission est consciente des limites d'une telle déclaration. Mais elle a valeur de



symbole, de signal éminemment plus clair que des lettres et d'alternative à une inscription dans la loi qui pourrait être controversée. Elle se veut le reflet du sentiment populaire, la manifestation tangible par laquelle notre conseil exprime compréhension et empathie envers celles et ceux qui souffrent.

Nos propositions sont la traduction dans la pratique des attentes de la population auxquelles le Conseil fédéral est resté sourd jusqu'ici. La mise en oeuvre de nos propositions constitue une condition essentielle en vue d'organiser une cohabitation supportable avec le virus dans la mesure où il va peser encore longtemps sur nos existences.

La minorité de notre commission estime qu'il ne nous appartient pas d'influencer le Conseil fédéral et met en garde notre conseil contre les risques potentiels de vouloir prendre les commandes. La minorité de la commission vous propose donc de rejeter la déclaration dont nous débattons.

Fridez Pierre-Alain (S, JU): Chère collègue, j'ai bien conscience que les problèmes que vous soulevez sont réels, et qu'il existe effectivement une grande attente dans la population et parmi les restaurateurs. La situation est vraiment dramatique. Mais, si nous fixons maintenant une date assez proche pour une réouverture – alors que les spécialistes craignent une troisième vague, en raison notamment des variants britannique et sud-africain, qui pourraient entraîner une élévation très importante des cas et des problèmes –, pensez-vous véritablement qu'il est sérieux de restreindre ainsi la marge de manoeuvre du Conseil fédéral en l'empêchant par là de décider quel est le meilleur moment pour prendre les mesures les plus appropriées pour la sécurité de la population?

Amaudruz Céline (V, GE), pour la commission: Je vous remercie pour votre question. J'ai le sentiment qu'aujourd'hui la population, concernant les mesures de protection contre le coronavirus, ne suit plus le Conseil fédéral. Ce que l'on constate, c'est que c'est une task force qui prend des décisions politiques. La politique, les décisions du Conseil fédéral sont en train de tuer une partie de la population.

Il y a des critères très clairs pour lesquels nous pouvons accepter plus de liberté sur le plan économique, ce qui est une composante de nos libertés individuelles. Prenons le critère du nombre de lits occupés dans les hôpitaux. Aujourd'hui, nous savons que les lits dans les hôpitaux ne sont absolument pas tous occupés. Il est incompréhensible que l'on puisse accepter que des personnes s'entassent dans la rue, que des manifestations aient lieu, comme ce fut le cas par exemple durant la première vague, et qu'il n'y ait aucune réaction de la part de nos autorités, alors que des restaurateurs ne peuvent pas servir les clients sur une terrasse, ne peuvent pas travailler bien qu'ils aient fait des investissements pour garantir le respect des mesures sanitaires; alors que les petits commerçants qui ont un magasin où le nombre de clients peut être limité à une ou deux personnes ne peuvent pas travailler et qu'un grand nombre de personnes se pressent dans les supermarchés.

Monsieur Fridez, aujourd'hui, nous prenons nos responsabilités. La majorité de la Commission de l'économie et des redevances considère que le Conseil fédéral va droit dans le mur et qu'il est de notre responsabilité de répondre aux préoccupations de la population. Je vous rappelle que la population nous a élus.

Crottaz Brigitte (S, VD): Pour commencer, je précise que s'il reste des lits libres dans les hôpitaux, c'est simplement que les capacités de ces derniers ont été doublées, voire triplées, pour accueillir plus de personnes. Allez visiter les soins intensifs et vous vous rendrez compte qu'ils sont surchargés!

Ma question est la suivante: quel pays du monde a fait la même expérience que celle que vous souhaitez proposer à notre pays? Quel en est le résultat, si jamais cela existe? Israël aura bientôt vacciné la moitié de sa population et, pour autant, n'a pas encore assoupli les critères de distanciation. J'aimerais donc bien savoir sur quoi vous vous basez pour oser proposer ce genre de programme.

Amaudruz Céline (V, GE), pour la commission: Chère Madame, vous avez raison, il est facile de dire que lors d'une crise sanitaire, prendre des décisions s'avère très compliqué. Nous sommes tous d'accord sur ce point et personne au sein de ce Parlement ne s'oppose à cela.

En revanche, nous sommes ici pour critiquer les décisions prises par le Conseil fédéral, et en particulier certaines mesures. Au début de la pandémie, je vous rappelle que le Conseil fédéral n'avait pas de masques à fournir à la population et qu'il n'avait cessé de répéter que leur port n'était pas obligatoire. Aujourd'hui, je vous rappelle que la Suisse – pays riche, pays de la pharma – n'est pas encore capable de fournir des vaccins à sa population. C'est ce message que nous voulons délivrer; et oui, je vois que d'autres pays arrivent très bien à laisser leurs restaurants ouverts – ce qui permet de continuer de vivre – et qu'ils ne sont pas forcément moins bien lotis.

En revanche, aujourd'hui, nous pouvons clairement dire que les critères, le fait que les lits ne soient pas suroccupés, l'absence de preuve concrète que nous puissions attraper le Covid dans un restaurant ou dans



un petit magasin plus que dans un grand magasin ou qu'il soit plus difficile d'attraper le Covid le dimanche que le samedi, ce sont autant de critères et d'incohérences qui nous obligent à réagir et à dire au Conseil fédéral que nous ne voulons pas de cette politique!

Landolt Martin (M-CEB, GL), für die Kommission: Ihre Kommission hat sich intensiv über die aktuellen Massnahmen und Lockerungen des Bundesrates während der Corona-Krise unterhalten, teilweise auch gestritten. Sie schlägt Ihnen heute vor, mit einer Erklärung des Nationalrates den Bundesrat dringlich aufzufordern, seinen strategischen Fokus vermehrt auf das Impfen und Testen zu konzentrieren und weniger Verbote – das ist gleichbedeutend mit mehr Öffnungen – zu beschliessen.

Es ist der Kommissionsmehrheit durchaus bewusst, dass das Virus unseren Alltag bestimmt und sich nicht durch parlamentarische Vorstösse beeindrucken lässt. Die Mehrheit Ihrer Kommission weiss auch, dass neben der politischen auch eine wissenschaftliche Betrachtung der aktuellen Lage mindestens so wichtig ist. Aber die Mehrheit der Kommission steht der aktuellen Strategie des Bundesrates sehr kritisch gegenüber. Es geht dabei nicht einfach darum, einzelne Massnahmen als richtig oder falsch zu bezeichnen, sondern es geht primär um die Konsistenz der Massnahmen, um deren

AB 2021 N 76 / BO 2021 N 76

Verständlichkeit, um deren Nachvollziehbarkeit und vor allem um deren Akzeptanz.

Man kann nicht durch eine Krise führen, ohne die betroffenen Menschen mitzunehmen. Wenn an die Geduld und Opferbereitschaft der Menschen appelliert wird, dann müssen diese Menschen verstehen können, warum sie jetzt auf etwas verzichten. Sie brauchen die Gewissheit, dass Geduld und Verzicht nach einer gewissen Zeit auch eine Wirkung erzielen. So haben die Menschen in diesem Land beispielsweise nicht verstanden, weshalb für die Bekämpfung des Virus auch diejenigen Läden geschlossen wurden, in denen gerade einmal eine Handvoll Kunden pro Tag einkehrt. Die Menschen in diesem Land haben nicht verstanden, weshalb geordnete, gut organisierte Sitzgelegenheiten auf den Terrassen in den Skigebieten aus epidemiologischer Sicht gefährlicher sein sollen als ein fahrlässiges Herumsitzen oder Herumstehen von zu grossen Gruppen im Schnee.

Das ist jetzt nicht einfach Stammtischpolemik, zumal die Stammtische ja zurzeit relativ schwer zugänglich sind. Auch die Kantonsregierungen haben wenig Verständnis für die Sturheit, die der Bundesrat genau in dieser Frage an den Tag gelegt hat. Auch das regelmässige Corona-Monitoring, welches Sotomo im Auftrag von SRF durchführt, hat im Januar gezeigt, dass namentlich diese beiden Massnahmen eine schlechte Akzeptanz hatten. Wenn der Bundesrat die Kantone konsultiert, um dann die Antworten zu ignorieren, und wenn der Bundesrat zahlreiche Briefe von parlamentarischen Kommissionen erhält und sie ignoriert, dann ist das eben nicht unbedingt die Perfektion eines partizipativen Führungsstils. Genau in einer Krise ist ein partizipativer Führungsstil aber der richtige Weg, um die Menschen, die von den Entscheiden betroffen sind, an Bord zu holen. Für den Erfolg der jeweiligen Massnahmen ist ihre Akzeptanz eine zentrale Grundvoraussetzung. Die Menschen nehmen auch täglich die Fallzahlen zur Kenntnis und entwickeln daraus ein zunehmendes Bedürfnis nach Lockerungen. Deshalb möchte die Mehrheit Ihrer Kommission den Bundesrat auffordern, die betroffenen Menschen bei seinen Massnahmen nicht zu vergessen.

Eine Minderheit der Kommission – sie wird sich äussern können – teilt die Forderungen der vorgeschlagenen Erklärung nicht. Sie warnt auch davor, in der Corona-Krise dem Bundesrat das Heft aus der Hand zu nehmen. Doch genau dies würden wir mit einer solchen Erklärung nicht tun. Für die Mehrheit Ihrer Kommission ist eine solche Erklärung des Nationalrates ein deutliches Zeichen, mit dem wir als Parlament, als Volksvertreterinnen und Volksvertreter, dem Bundesrat übermitteln, was wir von den Menschen draussen in diesem Land hören. Eine solche Erklärung wäre zweifellos ein deutlicheres Zeichen als die zahlreichen Briefe der verschiedenen Kommissionen.

Eine solche Erklärung wäre insbesondere auch eine konzeptionelle Alternative zum hier ebenfalls vorhandenen Wunsch, als Parlament Öffnungsschritte ins Gesetz zu schreiben und so den Bundesrat zu übersteuern. Dieser Weg über das Gesetz ist sehr umstritten, da wir damit eine institutionelle Grenze überschreiten würden. Genau dies ist auch der Grund dafür, dass Ihnen Ihre Kommission mit dieser Erklärung eine Alternative anbieten möchte. Denn was wir als Parlament problemlos dürfen: Wir dürfen uns erklären, wir dürfen fordern, wir dürfen kritisieren. Wir müssen in diesem Saal den Ärger, die Unzufriedenheit der Menschen weitertransportieren, ihn hier zum Ausdruck bringen, ihn hier thematisieren.

Die Verabschiedung einer Erklärung, wie es Ihnen Ihre Kommission vorschlägt, gehört also durchaus zu den Aufgaben und Instrumenten eines Parlamentes. Wir sind hier Volksvertreterinnen und Volksvertreter. Wir müssen dem Bundesrat den Spiegel halten, so deutlich wie möglich, aber ohne Vermischung der Rollenvertei-



lung und ohne Verletzung der institutionellen Sorgfalt. Wir haben es übrigens bereits in der vergangenen Wintersession gemacht: Am 3. Dezember 2020 hat der Nationalrat eine Erklärung mit dem Titel "Keine schärferen Covid-Vorschriften für den Schweizer Wintersport" verabschiedet und damit die Offenhaltung der Skigebiete gefordert.

Eine Erklärung des Nationalrates ist also keineswegs ein Novum. Lassen Sie uns deshalb auch diesmal den Weg einer Erklärung des Nationalrates gehen! Es ist der richtige Weg mit den richtigen Signalen, mit deutlichen Signalen.

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Ich kann nahtlos am letzten Teil des Votums von Kollege Landolt anschliessen. Vor genau drei Monaten, am 3. Dezember 2020, hat eine Mehrheit hier im Nationalrat in einer Erklärung "keine schärferen Covid-19-Vorschriften für den Wintersport" gefordert und unter anderem verlangt, auf Kapazitätsgrenzen für Skigebiete zu verzichten. Kurz darauf hat die Bündner Regierung Kapazitätsgrenzen für die Skigebiete erlassen, der Kanton Schwyz musste seine Skigebiete bis im Januar geschlossen halten, und die Pandemie hat sich allen Deklarationen und Druckversuchen zum Trotz anders entwickelt. Die anhaltend hohe Zahl von Corona-Toten und die grosse Aus- bzw. Überlastung unseres Gesundheitswesens haben am 12. Dezember 2020 und dann auch am 18. Januar 2021 zu erneuten Schliessungen und Einschränkungen geführt.

Die Pandemie lässt sich weder durch Erklärungen noch per Datum, noch mit politischem Schaulaufen bekämpfen. Die Bewältigung dieser Krise, die für viele Menschen teilweise schwerwiegende gesundheitliche Folgen hat – inzwischen sind in der Schweiz fast zehntausend Menschen daran gestorben –, die aber auch für viele Menschen gravierende wirtschaftliche oder soziale Auswirkungen hat, fordert uns alle heraus.

Dazu braucht es aber nicht weitere Erklärungen wie die vorliegende mit der Forderung nach umgehenden und voreiligen Lockerungen, ungeachtet der epidemiologischen Entwicklung. Es braucht eine wissenschaftlich abgestützte, sprich evidenzbasierte Pandemiebewältigung, mit der wir Schritt für Schritt wieder in ein normales Leben zurückkehren können. Der Bundesrat nimmt diese Aufgabe verantwortungsvoll wahr, unter Beizug von verschiedensten Fachleuten und Gremien, gestützt auf die Bundesverfassung und auf das vom Parlament verabschiedete und vom Volk angenommene Epidemiengesetz, also auf demokratisch legitimierten Grundlagen. Der erneute Versuch der Mehrheit der Kommission für Wirtschaft und Abgaben, diese gesetzlich festgelegten Zuständigkeiten zu übersteuern – heute mit einer Erklärung, nächsten Montag dann sogar mit dem Covid-19-Gesetz –, zeugt nicht nur von einer Überschätzung der eigenen Kompetenzen, sondern auch von mangelndem Vertrauen in die Arbeit der eigenen Bundesrätinnen und Bundesräte. Immerhin stellen SVP, FDP und die Mitte fünf von sieben Bundesratsmitgliedern. Heute machen sie eine Erklärung an ihre eigenen Bundesräte.

Auch wenn man mit den Beschlüssen des Bundesrates nicht immer einverstanden ist, auch wenn man gewisse Entscheide nicht nachvollziehen kann, ist es politisch unverantwortlich, wenn dem Bundesrat der nötige Handlungsspielraum für eine flexible und rasche Reaktion auf neue Entwicklungen und für eine wirksame Krisenbewältigung eingeschränkt wird.

Die Gesundheitsdirektorenkonferenz schreibt in ihrem gestern zugestellten Brief, der sich auf die vorgesehene Fixierung der Öffnungsdaten im Covid-19-Gesetz bezieht, dass das eine unnötige Schwächung der schweizerischen Behörden im ohnehin beschwerlichen Kampf gegen das Virus wäre. Eine Erklärung des Nationalrates hat zwar keine gesetzgeberische Wirkung, das wurde zu Recht gesagt. Für die einen ist sie gemäss Aussagen ein Wunsch – das habe ich heute im Radio gehört –, für andere ist sie ein Druckversuch oder ein Zeichen oder Symbol. Aber sie weckt Erwartungen in der Bevölkerung, die je nach Lage nicht erfüllt werden können. Gewisse Kreise sind bereits seit einiger Zeit daran, ihr politisches Süppchen auf Kosten einer Schwächung der Institutionen zu kochen; Sie sollten nicht zu ihren Handlangern werden.

Eine Minderheit will das jedenfalls nicht und wird diese Erklärung ablehnen. Wir geben den Menschen in diesem Land mehr Perspektiven, wenn wir die dringend notwendigen Unterstützungsmassnahmen für die von der Krise Betroffenen

AB 2021 N 77 / BO 2021 N 77

schnell realisieren und wenn der Bundesrat die Einschränkungen so schnell wie möglich, aber so langsam wie nötig aufheben kann. Was uns in dieser Krise eint, davon bin ich überzeugt: Wir alle sehnen uns nach der Rückkehr in ein normales Leben. Wir sollten das nicht aufs Spiel setzen.

von Siebenthal Erich (V, BE): Kollegin Birrer-Heimo, Sie wissen auch, dass der Entscheid vom vergangenen Dezember für die Öffnung der Skigebiete sehr knapp war. Um ein Haar hätte man die Skigebiete nicht geöffnet. Dank dem, dass wir hier aktiv geworden sind, hat der Bundesrat klugerweise entschieden, dass wir aufmachen können. Die Aktivität des Parlamentes ist also nicht umsonst, und dafür bin ich auch dankbar. Teilen Sie diese



Meinung, was den Entscheid im Dezember 2020 anbelangt?

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Herr Kollege, der Bundesrat hat am Tag nach unserer Erklärung entschieden. Ich gehe nicht davon aus, dass der Bundesrat innerhalb eines Tages respektive über Nacht die Grundlagen und Einschätzungen zur aktuellen Situation justiert hat, sondern ich gehe davon aus – und ich hoffe, dass Sie das auch von Ihrem Bundesrat annehmen! –, dass er diesen Entscheid nach genügend langer Zeit und mit genügend Grundlagen und Fakten getroffen hat.

Wie gesagt, unsere Erklärung bezog sich auf Kapazitätsbegrenzungen, was relativ schnell obsolet war.

Martullo-Blocher Magdalena (V, GR): Sehr geehrte Kollegin Birrer-Heimo, Sie plädieren hier für eine evidenzbasierte Massnahmenpolitik. Können Sie mir die Evidenz der Wirksamkeit der Massnahme erklären, Skiterrassen geschlossen zu halten, wenn man sie mit der gleichzeitigen Zulassung einer Gruppe von fünfzehn Personen vergleicht, die sich frei, ohne Maske und ohne Abstand treffen darf? Wo liegt eine solche Evidenz bezüglich der Schliessung der Restaurants vor?

Sie stimmen mir sicher zu, dass auch die Direktorin des BAG in der WAK diesbezüglich keine Evidenz aufzeigen konnte.

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Frau Kollegin, die BAG-Direktorin hatte nicht die Aufgabe, in der WAK eine ausführliche Debatte über die evidenzbasierten Grundlagen zu führen, das wissen Sie ganz genau. Es war sowieso schon etwas speziell, dass sich die WAK nicht mit den entscheidenden wirtschaftspolitischen Fragen befasst hat, sondern eine ellenlange Diskussion zum 22. März geführt hat. Aber sehen Sie: Sie können hier nicht als Politikerin sagen, Sie hätten all diese Grundlagen und all diese Evidenzen im Griff und die Fachleute nicht. Es gibt zum Teil unverständliche Entscheide, da gebe ich Ihnen recht, und zum Teil ärgern sich die Leute auch und sind auch wütend. Aber, und das hat übrigens auch erst kürzlich nochmals eine Umfrage gezeigt: 74 Prozent der Befragten, und es wurden sehr viele befragt, stimmen der Aussage zu: "Politische Entscheidungen im Umgang mit Corona sollten auf wissenschaftlichen Erkenntnissen beruhen." 74 Prozent ist ein recht hoher Anteil. Auch wir als Politikerinnen und Politiker tun gut daran, uns darauf abzustützen. Der Bundesrat tut es, und ich bin überzeugt, es ist richtig so.

Ritter Markus (M-CEB, SG): Liebe Kollegin Birrer-Heimo, wir sind beide der Meinung, dass wir faktenbasiert entscheiden sollen. Können Sie bestätigen, dass in der Schweiz bis gestern über 800 000 Impfdosen verabreicht wurden und mittlerweile durch den Schutz der Risikogruppen die Zahl der Spitalaufenthalte, die Belegung der Intensivstationen und die Anzahl der im Zusammenhang mit Corona Verstorbenen massiv gesunken sind?

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Ja, Herr Kollege, diese Zahlen sind so. Aber im Moment steigen die Zahlen leider wieder etwas an. Gerade gestern waren es im Vergleich zur Vorwoche plus 3 Prozent – ich habe das nachgeschaut, Sie können darauf bauen, die Zahlen sind so. Es stimmt, das, was Sie anführen, hat abgenommen. Aber, Herr Kollege, weder Sie noch ich wissen, ob die mutierten Varianten schnell wieder zu einem Wachstum führen oder nicht und wie schwer die Leute daran erkranken und wie schnell das wieder passiert. Sehen Sie doch, was nach dem Herbst passiert ist! Es ist das exponentielle Wachstum, das so schwer vorstellbar ist. Es verdoppelt sich zu schnell. Wenn das wieder passiert, Herr Kollege – und Sie und ich wissen nicht, ob es so kommt –, müssen Sie entsprechend handeln können. Das ist doch der springende Punkt.

Candinas Martin (M-CEB, GR): Frau Birrer-Heimo, Sie haben gesagt, dass dank der letzten Erklärung und nach den Entscheiden des Bundesrates der Kanton Graubünden für seine Skigebiete Kapazitätsbeschränkungen habe vorsehen müssen. Können Sie bestätigen, dass der Kanton Graubünden die Lage stets nicht nur gut, sondern ausgezeichnet im Griff hatte?

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Das muss natürlich von einem Bündner kommen! Ich verstehe natürlich, dass Sie hier die Heimatglocken läuten. Ich muss Ihnen auch sagen – und das ist meine persönliche Einschätzung –, dass ich finde, dass der Kanton Graubünden hier recht gut vorwärtsgemacht hat.

Ich habe übrigens gestern noch schnell gegoogelt, ich wusste nicht mehr, ob ich alle Daten richtig im Kopf habe. Dabei sah ich in der Online-Zeitung der "Südostschweiz", dass die Bündner Regierung die Skigebiete mit Kapazitätsgrenzen über die Festtage offen liess. Das ändert nichts daran, dass der Kanton bei den Kapazitäten zurückgehen musste, nachdem wir hier deklariert hatten: Machen Sie die Öffnung nicht! Auch Sie haben das übrigens deklariert, Ihr Kanton hat aber anders gehandelt.

Burgherr Thomas (V, AG): Frau Kollegin, sind Sie sich bewusst, dass die chaotische Politik des Bundesrates



Tausende von Existenzen in diesem Land zerstört? Sind Sie sich bewusst, dass mit dieser Politik ein grosser Teil unseres Wohlstands zerstört wird?

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Herr Kollege, ich finde nicht, dass der Bundesrat eine chaotische Politik macht. Ich habe vorhin angesprochen, welches Gewicht die einzelnen Parteien im Bundesrat haben. Sie kennen die heutige Zusammensetzung des Bundesrates. Ich finde, genau das, was Sie machen, ist gefährlich. Sie schwächen mit solchen Aussagen und auch mit solchem Schüren von Unzufriedenheit die Institutionen. Und das ist staatspolitisch nicht zu verantworten.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 21.028/22346)

Für den Antrag der Mehrheit ... 97 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 90 Stimmen

(6 Enthaltungen)

AB 2021 N 78 / BO 2021 N 78